



Pour un Monde de Paix, de justice et de respect du droit !

Lors de la 2nde moitié du XX^{ème} siècle, l'humanité a placé les droits humains comme fondamentaux pour son développement. La mise en place de la Société des Nations puis de l'Organisation des Nations-Unies ont été des impératifs suite aux 2 Guerres Mondiales pour faire primer le droit sur la force et construire une paix juste et durable sur la planète. Cette période a favorisé le développement du droit international, de la diplomatie, des traités de désarmements et d'avancées pour le droit des peuples à l'autodétermination avec des phases de décolonisation.

Le XXI^{ème} siècle voit s'opérer des régressions manifestes du droit et un retour de la force comme principe premier dans les relations internationales.

Dans un monde fini, la guerre économique de prédation fait rage pour exploiter les ressources (terres rares, énergie...), ce qui entraîne de nombreux conflits. Les intérêts économiques capitalistes supplantent les droits humains et environnementaux. Les politiques néolibérales impérialistes remettent en cause les avancées démocratiques et sociales du XX^{ème} siècle.

Quelques exemples en France et dans le Monde :

En Nouvelle Calédonie-Kanaky, le processus historique de décolonisation est remis en cause. L'État français a décidé unilatéralement en 2024 le dégel du corps électoral, élément clé de la représentativité du peuple kanak dans les institutions calédoniennes.

Au Moyen-Orient, 30 ans après l'assassinat d'Yitzhak Rabin par un extrémiste israélien, les accords d'Oslo et le « processus de paix » sont écrasés par la loi du plus fort. Depuis, la politique d'apartheid se renforce avec de nombreuses opérations militaires menées par Israël. Ces dernières se sont amplifiées suite aux attentats terroristes du Hamas le 7 octobre 2023. La colonisation israélienne s'amplifie en Cisjordanie et un génocide est toujours en cours à Gaza. De nombreux pays occidentaux dont la France, en dépit du droit international et des mandats d'arrêts de la Cour Pénale Internationale, continuent à fournir des armes et commercer avec Israël.

La guerre en Ukraine se poursuit suite à l'invasion Russe en 2022. Au Congo, la guerre fait rage dans la région du Kivu. Au Soudan, la guerre fait des milliers de mort-es, des millions de déplacé-es et de victimes de la famine...

Dans tous les conflits, les violences faites aux femmes sont utilisées comme armes de guerres.

Les raisons des conflits (historiques, économiques...) sont masquées par des propagandes simplistes et manichéennes et l'empêchement du travail de journalisme (journalistes tué-es ou interdit-es d'exercer leur métier) : « la première victime de la guerre est la vérité ».

39 En France, E. Macron a fait voter une loi de programmation militaire jusqu'en 2030, qui entrainera le
40 doublement des crédits de la défense. Cela s'inscrit dans un plan européen, en lien avec la volonté de
41 D. Trump de porter les dépenses militaires à 5 % du PIB pour tous les pays de l'OTAN. La préparation
42 à la guerre est explicite et utilise le système scolaire pour diffusion (réintroduction du service militaire,
43 livret scolaire, discours « va-t'en guerre » du chef d'état-major des armées). Ces orientations profitent
44 aux industriels de l'armement et à l'économie de guerre et ouvre la voie à de nouveaux profits. Mais
45 c'est l'humanité qui en paie et en paiera le prix, à commencer par les femmes et les enfants. En 2025,
46 la dépense d'armement mondial s'élève à 2 718 milliards de dollars, de quoi régler nombre de
47 problèmes dans le Monde. Ces dépenses sont réalisées au détriment des enjeux sociaux et
48 environnementaux. Le SNEP, avec la FSU demande la sortie de la France de l'OTAN et la dissolution de
49 cette organisation.

50 Dans l'histoire, ce sont les mobilisations des peuples qui ont permis d'aller vers un monde de paix et
51 de respect des droits. Il faut donc amplifier les luttes pour une paix juste et durable partout sur la
52 planète. La FSU est membre du collectif pour une paix juste et durable entre palestinien.es et
53 israélien.es et du collectif national des marches pour la Paix.

54 Parce que le SNEP-FSU lutte pour les libertés et l'émancipation de chacun-e par l'Éducation et l'accès
55 à la culture, il œuvre au quotidien pour construire un monde de paix, de droits et de solidarité.